Information sur le marché du travail

imt

Bulletin régional sur le marché du travail
OUTAOUAIS

Bilan annuel
2009

Emploi Québec

Publication réalisée par la
Direction du partenariat, de la planification et de l'information sur le marché du travail d'Emploi-Québec, région de l'Outaouais

Direction
Hélène Audet

Rédaction
Ghislain Régis Yoka, économiste

Conception et développement
Omar Choucair, analyste en informatique
Lamara Yadel, analyste en informatique
Bryan Speight, technicien de recherche

Secrétariat
Anne Lahaie

Abonnement et changement d'adresse :
Emploi-Québec Outaouais
Téléphone : 819 246-2494 poste 275
Télécopieur : 819 246-1989
Courriel : anne.lahaie@mess.gouv.qc.ca

Publication disponible sur le site Internet :
http://emploiquebec.net/regions/outaouais/publications.asp?categorie=1013222

Dépôt légal : année 2009
Bibliothèque et Archives nationales du Québec, 2009
Bibliothèque et Archives nationales Canada, 2009
ISSN 1180-4572

Table des matières

LEXIQUE **4**

MISE EN GARDE MÉTHODOLOGIQUE **5**

FAITS SAILLANTS **6**

SECTION 1 ..... **7**

CONJONCTURE 7

MARCHÉ DU TRAVAIL 8

REGARD TENDANCIEL DES SECTEURS D'ACTIVITÉ 9

SECTION 2 ANNUELLE **13**

GRAPHIQUES 14

Taux de chômage et variation annuelle de l'emploi selon la région *14*

Taux d'emploi (%) et taux de chômage (%), Outaouais et ensemble du Québec *15*

Emploi à temps plein et à temps partiel, Outaouais *16*

TABLEAUX 17

Principaux indicateurs du marché du travail *17*

Comparaisons interrégionales *18*

Principaux indicateurs du marché du travail selon le sexe et l'âge *19*

Emploi par secteur d'activité *20*

Emploi selon le genre et le niveau de compétence *21*

Emploi par secteur d'activité pour l'ensemble du Québec *22*

Prestataires de l'assurance-emploi selon les régions économiques et l'ensemble du Québec *23*

Prestataires de l'assurance-emploi selon les centres locaux d'emploi *24*

Prestataires de l'aide financière de dernier recours selon les régions économiques et l'ensemble du Québec *25*

Prestataires de l'aide financière de dernier recours selon les centres locaux d'emploi et l'ensemble du Québec *26*

Principaux projets d'investissement en cours ou annoncés *27*

ANNEXE **28**

LISTE DES CENTRES LOCAUX D'EMPLOI (CLE) 29

Lexique

Population de 15 ans et plus : Toutes les personnes âgées de 15 ans et plus, résidant au Québec, à l'exception des personnes vivant dans les réserves indiennes, des pensionnaires d'institutions et des membres des Forces armées.

Population active : Nombre de personnes, parmi la population de 15 ans et plus, au travail ou en chômage.

Emploi : Nombre de personnes qui habitent une région et qui travaillent, peu importe le lieu. Cette définition correspond à celle, des personnes occupées, utilisée par Statistique Canada dans l'*Enquête sur la population active*.

- L'emploi à **temps plein** tient compte des personnes qui travaillent habituellement 30 heures ou plus par semaine à leur emploi principal ou à leur unique emploi.
- L'emploi à **temps partiel** tient compte des personnes qui travaillent habituellement moins de 30 heures par semaine à leur emploi principal ou à leur unique emploi.

Chômeurs : Personnes qui sont sans emploi et qui se cherchent activement un emploi.

Taux de chômage : (Nombre de chômeurs / population active) x 100.

Taux d'activité : (Population active / population de 15 ans et plus) x 100.

Taux d'emploi : (Emploi / population de 15 ans et plus) x 100.

Taux de prestataires de l'assistance emploi : **Prestataires adultes sans contraintes à l'emploi** divisé par le nombre de personnes de 15 à 64 ans (Recensement 2001) x 100

Taux de prestataires de l'assurance-emploi : **Prestataires actifs et aptes au travail** divisé par le nombre de personnes de 15 à 64 ans (Recensement 2001) x 100

Taux de prestataires : Prestataires / population de 15 à 64 ans (Recensement 2001) x 100.

RMR : Région métropolitaine de recensement.

ZME : Zone métropolitaine de l'emploi est formée de la somme des territoires des 47 centres locaux d'emploi de la région métropolitaine de recensement (RMR) de Montréal.

Note : Pour des définitions plus détaillées, voir Statistique Canada, *La Population active*. Mensuel. N° 71-001.

Mise en garde méthodologique

Les estimations régionales sur le marché du travail se distinguent à plusieurs égards des données canadiennes et québécoises sur l'emploi et le chômage, diffusées mensuellement par Statistique Canada et tirées de l'*Enquête sur la population active*. Les estimations dont font part mensuellement les médias sont **désaisonnalisées**, ce qui veut dire qu'elles sont corrigées des variations saisonnières afin de rendre les données comparables avec celles de n'importe quel autre mois de n'importe quelle année. Statistique Canada ne désaisonnalise pas les données régionales. Des estimations régionales **désaisonnalisées** sont cependant produites par l'Institut de la statistique du Québec.

Les estimations régionales sont des **moyennes mobiles de trois mois**. Ainsi, l'estimation du taux de chômage d'avril pour Chaudière-Appalaches est en réalité une estimation du taux de chômage moyen de cette région pour les mois de février, mars et avril. L'estimation de mai correspondra au taux moyen de mars, avril et mai. Cette façon de faire a été introduite par Statistique Canada en 1991 afin de réduire les fluctuations mensuelles des estimations régionales non désaisonnalisées occasionnées par la faible taille de l'échantillon à partir duquel sont produites ces estimations. Malgré l'établissement de moyennes mobiles de trois mois, les estimations régionales, qu'elles soient désaisonnalisées ou non, demeurent entachées de marges d'erreur élevées à cause de cette faible taille de l'échantillon. Celui-ci, qui est de 9 836 ménages par mois pour l'ensemble du Québec, varie selon les régions, de 234 ménages pour la région Côte-Nord et Nord-du-Québec à 1 228 ménages dans la région de Montréal. Statistique Canada a estimé les marges d'erreur pour les régions du Québec à partir des estimations moyennes de juillet à décembre 2008.[1]

Selon ces estimations, comme on peut le voir au tableau qui suit, lorsque le taux de chômage **non désaisonnalisé** estimé pour le Québec pour un trimestre donné est de 6,9 %, il y a 67,0 % de chances que le taux réel, qu'on observerait si l'on recensait tous les ménages du Québec, se situe entre 6,7 % et 7,1 %. Lorsque l'on veut hausser à 90,0 % les probabilités que l'estimation fasse partie de l'intervalle de confiance, les bornes inférieure et supérieure sont respectivement de 6,6 % et 7,2 %, ce qui signifie qu'il y a 90,0 % de probabilité que le taux réel se situe entre ces bornes. Pour les estimations régionales, la marge d'erreur s'accroît considérablement. Ainsi, une estimation du taux de chômage de 15,4 % pour la Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine signifie qu'il y a une probabilité de 67,0 % que le taux de chômage de cette région se situe entre 14,2 % et 16,6 %. L'intervalle de confiance à 67,0 % pour cette région est donc, dans ce cas-ci de 2,4 points de pourcentage. Une variation du taux de chômage de 2 points dans un sens ou dans l'autre ne peut alors être considérée statistiquement significative avec un tel intervalle de confiance. À Montréal, où l'échantillon est plus important, un taux estimé de 8,3 % se situe en réalité entre 7,8 % et 8,8 % deux fois sur trois.

Région	Taille de l'échantillon	Taux de chômage moyen 07-08 à 12-08*	Intervalle de confiance à 95 %		Intervalle de confiance à 90 %		Intervalle de confiance à 67 %	
			Borne inférieure	Borne supérieure	Borne inférieure	Borne supérieure	Borne inférieure	Borne supérieure
Gaspésie - Îles-de-la-Madeleine	434	15,4	13,0	17,8	13,4	17,4	14,2	16,6
Bas-Saint-Laurent	383	7,8	5,8	9,8	6,2	9,4	6,8	8,8
Capitale-Nationale	635	4,0	3,3	4,7	3,4	4,6	3,7	4,3
Chaudière-Appalaches	784	4,4	3,3	5,5	3,5	5,3	3,9	4,9
Estrie	990	5,6	4,4	6,8	4,6	6,6	5,0	6,2
Centre-du-Québec	284	7,1	5,3	8,9	5,6	8,6	6,2	8,0
Montérégie	1 194	6,7	5,7	7,7	5,9	7,5	6,2	7,2
Montréal	1 228	8,3	7,3	9,3	7,5	9,1	7,8	8,8
Laval	275	6,3	4,6	8,0	4,9	7,7	5,4	7,2
Lanaudière	344	6,3	4,7	7,9	5,0	7,6	5,5	7,1
Laurentides	395	7,1	5,4	8,8	5,7	8,5	6,3	7,9
Outaouais	863	5,0	4,2	5,8	4,4	5,6	4,6	5,4
Abitibi-Témiscamingue	335	7,3	5,8	8,8	6,1	8,5	6,6	8,0
Mauricie	736	8,5	6,5	10,5	6,9	10,1	7,5	9,5
Saguenay-Lac-St-Jean	724	7,6	6,2	9,0	6,4	8,8	6,9	8,3
Côte-Nord et Nord-du-Québec	234	10,1	7,8	12,4	8,1	12,1	8,9	11,3
RMR de Montréal	2 294	7,2	6,6	7,8	6,7	7,7	6,9	7,5
Ensemble du Québec	9 836	6,9	6,5	7,3	6,6	7,2	6,7	7,1

* Selon les moyennes mobiles de trois mois estimées au cours des mois de juillet 2008 à décembre 2008.
Source : Statistique Canada.

[1] La période part de la moyenne mobile de trois mois de juillet 2008 à celle de décembre 2008. Le calcul est basé sur la moyenne des MM3M pour les 6 derniers mois de 2008 pour le Québec et les régions. La taille de l'échantillon correspond au nombre moyen de ménages entre juillet et décembre 2008.

Faits saillants

Le bilan annuel du marché du travail régional a été négatif en 2009, en comparaison à l'année précédente. Le contexte économique difficile qui a prévalu (crise économique mondiale) a grandement influencé ces résultats. Ainsi, le nombre de personnes en emploi a diminué de 3,1 % pour totaliser 193 200. Ce sont les emplois à temps partiels (-13,7 %) qui sont responsables de cette décroissance, puisque ceux à plein temps ont diminué de façon moindre (-0,8 %). Dans l'ensemble du Québec, le niveau global de l'emploi a également décliné, mais de façon moins marquée (-1,0 %).

La baisse régionale du nombre de personnes en emploi (-3,1 %) a contribué à accroître le nombre de chômeurs, faisant ainsi passer le taux de chômage régional de 5,4 % à 6,3 %, entre 2008 et 2009. Il s'agit, malgré tout, de la troisième meilleure performance observée historiquement (troisième taux de chômage le plus bas depuis 1987). À l'échelle du Québec, le taux de chômage a augmenté, passant de 7,2 % à 8,5 %.

Les résultats par sexe en Outaouais nous indiquent que les femmes et les hommes ont respectivement diminué leur présence en emploi de 1,7 % et 4,2 %, entre 2008 et 2009. À l'échelle du Québec, les pertes ont été moins importantes (0,1 % pour les femmes et 1,7 % pour les hommes).

Les données régionales par groupe d'âge relatent une diminution non négligeable de la présence en emploi des jeunes de 15 à 29 ans (-10,4 %) par rapport à 2008, alors que les personnes de 30 ans et plus ont vu leur niveau d'emploi diminuer de seulement 0,4 %. À l'échelle du Québec, les 15 à 29 ans en emploi ont vu leur nombre décliner de 4,2 %, alors que le nombre de personnes de 30 ans et plus est demeuré relativement stable (+0,1 %).

Malgré le bilan régional négatif de l'emploi, certains secteurs d'activité qui ont connu une activité croissante en 2009, nous citons; les services d'enseignement, l'hébergement et services de restauration, les services aux entreprises, services relatifs aux bâtiments et autres services de soutien, les services de réparation et d'entretien et ceux associés aux soins personnels, ainsi que les administrations publiques.

À l'opposé, d'autres secteurs ont connu un repli d'activité se traduisant par des pertes d'emplois en 2009, par rapport à 2008. Il s'agit notamment du groupe comprenant la finance, les assurances, l'immobilier et la location, du secteur manufacturier, de l'information, la culture et les loisirs, du commerce ainsi que des services professionnels, scientifiques et techniques.

Les comparaisons interrégionales, portant sur les résultats des principaux indicateurs du marché du travail en 2009, situent l'Outaouais en première position pour le taux d'activité (68,9 %) et le taux d'emploi (64,6 %). La région occupe la troisième place pour ce qui est du taux de chômage (6,3 %), parmi les 16 régions économiques du Québec.

En comparant les régions métropolitaines de recensement (RMR) entre elles, il appert que la métropole d'Ottawa-Gatineau occupe le premier rang au Québec pour les taux d'activité (71,6 %) et d'emploi (67,6 %). Son taux de chômage, de 5,6 %, lui procure la deuxième place, après la RMR de Québec (4,9 %).

Section 1

Conjoncture

L'économie au Québec et au Canada[2]

Au Québec, le Produit intérieur brut (PIB) réel aux prix du marché, après trois trimestres négatifs, a enregistré une timide croissance annualisée de 0,8 % au troisième trimestre de 2009, confirmant tout de même que la reprise est amorcée. Cette progression s'explique par un élan de la demande intérieure finale (principalement l'investissement en capital fixe), alors que le commerce extérieur freinait les ardeurs. Le PIB moyen des trois premiers trimestres de 2009 a reculé de 2,1 % par rapport à la même période de 2008. Les exportations internationales ont crû de 9,4 % en octobre 2009, le cumul annuel ayant cependant diminué de 14,9 % par rapport à 2008. Quant à l'indice précurseur Desjardins, il était en hausse pour un huitième mois consécutif en novembre (+1,3 %), confirmant également que la relance s'installe au Québec.

Au Canada, le PIB réel par industrie a augmenté de 0,2 % en octobre, une deuxième hausse consécutive. Le secteur des services a contribué avec une croissance de 0,2 % de sa production, alors que les producteurs de biens voyaient leur production s'accroître de 0,1 %. Le PIB canadien moyen des dix premiers mois de 2009 était cependant de 3,6 % inférieur à celui de 2008. L'indicateur avancé composite de Statistique Canada a continué de progresser en novembre pour un sixième mois de suite (+1,3 %). Il s'agissait de la hausse la plus importante des six derniers mois.

Aux États-Unis, l'économie a progressé à un rythme moins soutenu que ce que laissait initialement transparaître les premières estimations au troisième trimestre de 2009. Le PIB réel a en effet augmenté de 2,2 %, en rythme annualisé, une correction importante par rapport aux 2,8 % annoncés un mois auparavant. Il s'agissait tout de même de la plus forte progression enregistrée depuis le troisième trimestre de 2007. Les ménages ont encore été les acteurs importants de cette progression. À ce propos, l'indice de confiance du Conference Board a progressé pour un deuxième mois consécutif en décembre, s'établissant à 52,9 (1985=100). Quant à l'indice manufacturier des directeurs d'achats de l'Institute for Supply Management (ISM), il est passé de 53,6 à 55,9 en décembre, ce qui indique que l'activité manufacturière continue son expansion.

---

2 Cette page a été rédigée par Richard Legris, économiste à la direction du CETECH et de l'information sur le marché du travail.

Marché du travail

Première baisse annuelle de l'emploi en 2009 après une décennie de croissance

Le nombre de personnes occupées (en emploi) résidant en Outaouais a diminué de 3,1 % entre 2008 et 2009, pour totaliser 193 200 (voir tableau 1). Dans l'ensemble du Québec, la baisse de l'emploi a été moins marquée (-1,0 %). Ce bilan régional négatif en 2009, qui contraste avec les onze précédentes années de croissance ininterrompue de l'emploi, a grandement été influencé par la crise financière et économique. Par ailleurs, les postes à plein temps, qui représentent 8 emplois sur 10 en Outaouais, ont diminué de 0,8 %, alors que ceux à temps partiel ont décliné de façon plus importante (-13,7 %).

Un regard sur les données régionales par sexe (tableau 3) nous indique que les femmes et les hommes ont diminué leur présence en emploi, respectivement de 1,7 % et 4,2 % entre 2008 et 2009. Le nombre de travailleuses a atteint 96 400, alors que celui des hommes s'élevait à 96 900. Ainsi, les femmes représentent quasiment la moitié (49,9 %) de la population en emploi. Il s'agit d'une différence de seulement 500 personnes, alors que cet écart a déjà été d'environ 9 000 en défaveur des femmes, il y a dix ans. Cette parité ne doit cependant pas surprendre si l'on pense que la main-d'œuvre féminine potentielle est plus importante que celle des hommes, en raison de leur plus forte présence démographique et de leur plus grand nombre dans les établissements d'enseignement. À l'échelle du Québec, les femmes et les hommes, qui ont aussi diminué leur présence en emploi, représentent respectivement 48,2 % et 51,8 % des personnes en emploi.

La répartition régionale des personnes en emploi selon les groupes d'âges identifiés dans le tableau 3, à savoir les jeunes de 15 à 29 ans et les personnes de 30 ans et plus, nous indique qu'en Outaouais les deux groupes ont évolué dans le même sens : les premiers ont vu leur nombre diminuer de façon appréciable (-10,4 %), comparativement au repli moindre des seconds (-0,4 %). La conjoncture économique difficile de 2009 a donc plus affecté les jeunes. Dans l'ensemble du Québec, l'évolution de l'emploi chez les deux groupes d'âge ne s'est pas fait dans le même sens : les jeunes de 15 à 29 ans ont diminué leur présence en emploi de 4,2 %, alors que les personnes de 30 ans et plus ont légèrement augmenté leur présence en emploi (+0,1 %).

L'analyse régionale des différents secteurs d'activité nous indique que plusieurs se sont essoufflés, alors que certains ont connu une activité croissante, entre 2008 et 2009, se traduisant par une hausse de l'emploi. Citons en exemple quelques secteurs qui ont vu leur niveau d'emploi décliner entre les deux années : la fabrication, la finance et le commerce. À l'opposé, une croissance de l'emploi a été observée dans des secteurs comme l'information, la culture et les loisirs, les services d'enseignement, l'hébergement et services de restauration ainsi que les administrations publiques.

La région métropolitaine de recensement (RMR) d'Ottawa-Gatineau a également vu son niveau d'emploi global décliner

Le nombre de personnes occupées résidant dans la RMR d'Ottawa-Gatineau a diminué de 1,7 % en 2009, par rapport à l'année précédente, atteignant 660 000. Cette baisse s'explique essentiellement par le repli des emplois à temps partiel (-9,9 %), puisque le nombre d'emplois à plein temps est demeuré relativement stable (+0,1 %). Dans la partie québécoise de la RMR d'Ottawa-Gatineau, les personnes en emploi ont diminué leur présence de 1,9 %.

Variations opposées du nombre de prestataires d'allocations gouvernementales

En Outaouais, le nombre de prestataires adultes de l'aide sociale sans contrainte à l'emploi est passé de 5 735 en 2008 à 5 577 en 2009. Il s'agit d'une baisse de 2,8 %. Dans l'ensemble du Québec, le nombre de prestataires a augmenté de 0,7 %. Précisons qu'avec son taux de prestation de 2,3 % en 2009, l'Outaouais possède proportionnellement moins de prestataires que dans l'ensemble du Québec, pour qui le taux est de 2,7 %. Cependant, un regard des adultes sans contrainte à l'emploi nous apprend également que seulement six régions sur dix sept avaient une présence à l'aide sociale plus importante que l'Outaouais en 2009.

En ce qui concerne les prestataires de l'assurance-emploi, actifs et aptes au travail, une hausse régionale non négligeable a été observée (+25,1 %) en 2009, comparativement à 2008, pour un total de 9 622. À l'échelle du Québec, le nombre de prestataires a augmenté de façon encore plus marquée (+31,2 %). Notons que l'Outaouais compte proportionnellement moins de prestataires de l'assurance-emploi que dans l'ensemble du Québec (4,0 % contre 6,4 %). Il s'agit du plus faible taux après celui de la région de Montréal.

Regard tendanciel des secteurs d'activité

L'économie de la région de l'Outaouais repose sur le secteur tertiaire. En effet, environ 87,0 % des résidents y exerçaient leurs compétences en 2009. Le secteur secondaire procurait près de 12,0 % des emplois, alors que le secteur primaire recensait environ 1,0 % des travailleuses et travailleurs. Si, l'évolution croissante de l'emploi en Outaouais a été ininterrompue entre 1998 et 2008, l'année 2009 s'est plutôt terminée avec un bilan négatif. En raison de la crise financière et économique qui sévit à l'échelle planétaire. Un regard rétrospectif sur la dernière décennie (2000 - 2009) nous indique que deux des trois grands secteurs d'activité (secondaire et tertiaire) ont vu leur nombre de travailleurs augmenter en dix ans, malgré les fluctuations qu'il y a eu dans l'intervalle. Le secteur primaire a pour sa part perdu de la vigueur pendant la période.

Le secteur primaire

Ce secteur comprend, dans son ensemble, l'agriculture, la chasse, la pêche, l'exploitation forestière et l'extraction minière. En Outaouais, la présence du secteur primaire se résume essentiellement à l'agriculture et l'exploitation forestière, dont l'importance historique dans l'économie régionale est assez identique.

Le nombre de travailleurs dans le secteur primaire a diminué de 43,8 % entre 2000 et 2009, passant de 3 200 à 1 800. Un déclin d'activité a été observé autant dans l'exploitation forestière que dans l'industrie agricole.

Perspectives

L'activité du secteur primaire se concentre dans la zone rurale outaouaise, à savoir les MRC de Pontiac, de La Vallée-de-la-Gatineau et de Papineau.

Les prochaines années s'annoncent plutôt conservatrices pour le secteur primaire. Les gains de productivité liés à la mécanisation des fermes sont toujours d'actualité dans l'agriculture, alors que des ajustements conjoncturels sont observés dans le secteur forestier.

Malgré la hausse de la production agricole, l'emploi a évolué en diminuant au cours des années en raison, notamment de la disparition des établissements agricoles moins productifs, réduisant ainsi le nombre de fermes. En Outaouais, ces fermes se spécialisent majoritairement dans l'élevage de bovins de boucherie. Ainsi, au contexte croissant de recherche de productivité et de diversification des activités (agriculture biologique, agrotourisme, horticulture, production ovine ou autres), s'ajoutent les effets pervers de la vigueur du dollar canadien (par rapport au dollar américain). En effet, un dollar fort nuit à l'exportation des produits agricoles canadiens et encourage l'importation de produits étrangers (notamment en provenance des États-Unis). Tous ces facteurs combinés ne devraient toutefois pas empêcher, à court terme, le secteur agricole de maintenir sa représentativité en emploi autour du niveau actuel (relative stabilité).

L'exploitation forestière présente, pour sa part, des perspectives plus limitées surtout à court terme. Les restrictions engendrées par les droits de coupe de bois au Québec, la faiblesse de la demande, notamment sur le marché actuel de prédilection (celui des États-Unis), la compétition accrue des pays émergents, la vigueur du dollar canadien et la relance prudente de l'économie américaine (principal pays d'exportation) sont autant d'éléments qui poussent à la prudence. Les efforts de diversification des produits de la forêt et la recherche de nouveaux marchés d'exportation pourront, à moyen ou long terme, augmenter l'activité d'exploitation forestière. En somme, une croissance de l'emploi dans l'exploitation forestière serait plus plausible à partir de 2011.

Le secteur secondaire

Dans ce secteur, ont été comptabilisés uniquement la fabrication et la construction. Les services publics (production, transport, distribution d'électricité ou de gaz naturel) se retrouvent dans le secteur tertiaire. Le nombre de travailleuses et travailleurs dans la construction et l'industrie manufacturière a globalement augmenté de 5,6 % entre 2000 et 2009, passant de 21 500 à 22 700. Ce bilan régional positif a été influencé par la bonne tenue du secteur de la construction, car le secteur manufacturier a une activité plutôt déclinante pendant la période. En effet, la construction a historiquement souvent moins procuré d'emplois que le secteur manufacturier, mais depuis 2001, la situation est contraire. Ainsi, la part de l'emploi, que procure la construction, dans le secteur secondaire, est en train d'augmenter continuellement, en raison non seulement de la vigueur de la construction, mais aussi des difficultés observées dans l'industrie manufacturière du bois et du papier.

Ainsi, en 2009, la construction totalisait un effectif de 13 700 travailleurs, alors que le secteur manufacturier en comptabilisait 8 900. Pourtant, en l'an 2000, le premier secteur ne procurait que 9 100 emplois aux résidants de l'Outaouais, contre 12 400 pour le second secteur.

L'Outaouais est la région québécoise la moins axée sur la fabrication de biens. Elle ne compte que 4,6 % d'emplois associés au secteur manufacturier (données de 2009), alors que le Centre-du-Québec (leader en ce domaine) en comptabilise plus de 23,7 %.

Perspectives

Au cours des deux prochaines années, le secteur secondaire en Outaouais pourrait au maximum maintenir son niveau d'emploi actuel, mais un déclin est toujours possible, surtout en 2010. En effet, la baisse d'activité dans la construction résidentielle sera compensée, en partie, par les travaux de génie (routes et ponts) et, dans une moindre mesure, par la construction industrielle et commerciale. En ce qui concerne le secteur manufacturier, l'année 2010 pourrait marquer la fin des restructurations amorcées au cours des dernières années dans plusieurs entreprises et le début d'un nouveau cycle plus optimiste.

Le secteur de la construction, dont l'emploi régional a connu son apogée en 2006 avec un effectif de 15 600 personnes, a vu son niveau d'emploi décliner graduellement au cours des trois années suivantes pour totaliser en 2009 environ 13 700 travailleuses et travailleurs. Cette tendance à la baisse devrait s'estomper en 2010, voire 2011, si l'on se fie au nombre de chantiers en cours d'exécution.

Le secteur manufacturier, qui se traduit en Outaouais par une présence indéniable de l'industrie du bois et du papier, a connu des moments difficiles. En effet, par rapport à l'an 2000, cette industrie a vu son niveau d'emploi chuter de 28,2 %, pour totaliser 8 900 en 2009. Plusieurs fermetures d'entreprises ont été observées, particulièrement depuis 2004. Les perspectives, à court terme, dans l'industrie du bois et du papier sont plutôt conservatrices en raison de l'incertitude qui persiste, notamment dans l'industrie du papier où seulement une des quatre papetières existantes n'est pas aux prises avec des difficultés. L'année 2010 sera donc capitale pour plusieurs entreprises et ce n'est qu'en 2011 qu'on pourrait espérer une création d'emploi, dans la mesure où l'amélioration de la situation économique aux États-Unis se poursuive (en particulier pour le marché du bois de construction). En ce qui concerne les autres branches du secteur manufacturier, les possibilités de croissance ne seront évidentes que pour les secteurs liés au marché de l'alimentation et donc à la consommation intérieure (intra-canadienne), dans un contexte de concurrence étrangère qui s'installe. Les autres créneaux d'activité, qui ont une présence assez marginale dans l'économie régionale, sont aux prises, en général, avec un transfert de production vers les pays à faible coût de main-d'œuvre (en Asie ou en Amérique latine). Les seules voies d'avenir pourraient provenir de la transformation de produits très spécialisés (à haute valeur ajoutée) et ceux du terroir (pour un marché local), qui ne génèrent souvent que très peu d'emplois.

Le secteur tertiaire

Le secteur tertiaire, qui inclut aussi les services publics (production, transport, distribution d'électricité ou de gaz naturel) est sans contredit le poumon économique de l'Outaouais (environ 87,0 % des emplois y sont rattachés). D'ailleurs, l'Outaouais et Québec se démarquent des autres régions de la province, en étant très axées sur les services. Même s'il est vrai que les zones urbaines sont plus concentrées sur les services que les localités rurales, les résidants des municipalités régionales de comté (MRC) de l'Outaouais tirent aussi majoritairement (60,0 % à 70,0 %) leurs revenus d'emplois des services offerts par les administrations privées, publiques et parapubliques.

Un regard historique de l'évolution de l'emploi chez les résidants de l'Outaouais nous indique une hausse d'environ 29,0 % entre 2000 et 2009, malgré quelques soubresauts sectoriels. Le secteur tertiaire est donc le grand responsable du dynamisme économique de la région et les trois principaux employeurs du secteur sont aussi ceux qui procurent le plus grand nombre d'emplois aux résidants de l'Outaouais (les administrations publiques, le commerce, ainsi que la santé et les services sociaux).

Précisons que l'Outaouais est la région du Québec qui est la plus dépendante de l'administration publique (données de 2009). En effet, on y retrouve la plus forte proportion de personnes en emploi, exerçant leurs compétences dans ce secteur (26,0 %), loin devant Québec, sa poursuivante immédiate (9,8 %). Le Centre-du-Québec a, pour sa part, la moins forte proportion de travailleuses et travailleurs issus de la fonction publique (2,7 %).

Perspectives

Au cours des deux prochaines années, le secteur tertiaire en Outaouais devrait renouer avec la croissance après le repli conjoncturel de 2009 causé par la crise financière et économique. Rappelons que ce secteur est le grand responsable de la croissance ininterrompue de l'emploi observée entre 1998 et 2008. Le contexte actuel de reprise économique mondiale et de démographie galopante en Outaouais encourage l'implantation ou l'agrandissement d'établissements offrant des services, d'où le pronostic de création d'emplois.

Ainsi, les secteurs qui se démarqueront le plus, à court terme, sont ceux qui profiteront de la situation démographique favorable et donc de l'augmentation des dépenses de consommation. Nous pensons notamment au commerce, à la santé, à la culture et les loisirs, ainsi qu'aux autres services (soins personnels, réparation et entretien de véhicules, etc.).

Les entreprises associées aux services professionnels, scientifiques et techniques devraient aussi bien se tirer d'affaire en 2010 et 2011, après une moins bonne tenue récente. Il s'agit, par exemple des services juridiques, de comptabilité et d'architecture. Un autre créneau associé aux services professionnels, scientifiques et techniques, dont le potentiel de croissance est immense, est celui de la conception des services informatiques (particulièrement dans le domaine du génie logiciel). Plusieurs entreprises de la région, qui y sont associées, aspirent d'ailleurs à augmenter leur part de marché dans ce créneau.

D'autres secteurs d'activité comme la culture, les loisirs, la finance, les assurances et le transport devraient tirer leur épingle du jeu, à court terme, si l'on se fie à leur dynamique interne.

En ce qui concerne le principal employeur régional, les administrations publiques, les possibilités de croissance deviennent limitées à court et moyen terme, si l'on pense à la situation financière difficile des gouvernements du Québec et du Canada. Tout le monde s'accorde sur une baisse graduelle du nombre de travailleurs au cours des prochaines années. Par ailleurs, s'il est vrai que les mesures de retour à l'équilibre budgétaire annoncées réduiront l'embauche dans ce secteur, les nombreux départs à la retraite attendus (43,0 % des personnes en emploi a au moins 50 ans) offriront des possibilités de remplacement aux personnes à la recherche d'un emploi.

Rappelons qu'en Outaouais, un résidant sur quatre exerce ses compétences dans la fonction publique (fédérale, provinciale ou municipale). L'importance de ce secteur dans l'économie régionale n'est donc plus à démontrer.

Après, la crise économique de 2009, la reprise...

L'année 2009 a été particulièrement difficile aux États-Unis, mais aussi pour plusieurs pays à l'échelle planétaire dont le Canada.

En Outaouais, comme ailleurs au Québec, les entreprises exportant aux États-Unis ont été les plus affectées. Le secteur manufacturier (particulièrement l'industrie forestière associée au bois et au papier) a poursuivi son déclin amorcé en 2004. Aussi, au plus fort de la crise (en hiver 2009), on a également constaté un essoufflement de certains secteurs reliés à la consommation intérieure. Nous pensons, notamment au secteur commercial, au transport et aux services professionnels, scientifiques et techniques.

La forte présence des services publics et parapublics dans l'économie régionale a dans l'ensemble contribué à limiter l'impact négatif qu'aurait pu avoir la conjoncture internationale sur l'Outaouais, même si le bilan global en 2009 s'est soldé par un recul de l'emploi et une hausse du taux de chômage (niveaux comparables à l'année 2007).

Maintenant que la reprise économique mondiale est bien amorcée, la consommation mondiale devrait recommencer à croître, au bénéfice des entreprises exportatrices, mais également au bénéfice de la consommation intérieure.

Aussi, plusieurs défis socioéconomiques, qui ont été momentanément éclipsés par la récente crise, refont leur apparition. Nous pensons notamment au vieillissement de la population de l'Outaouais, particulièrement celle de la zone rurale et donc à la diminution progressive du bassin de travailleurs potentiels.

Âge médian de la population dans les cinq grands territoires de l'Outaouais			
	Total	Hommes	Femmes
MRC de Papineau	47,0 ans	46,8 ans	47,2 ans
Ville de Gatineau	38,1 ans	37,0 ans	39,0 ans
MRC Les Collines-de-l'Outaouais	39,1 ans	39,3 ans	38,7 ans
MRC de La Vallée-de-la-Gatineau	44,9 ans	44,7 ans	45,1 ans
MRC de Pontiac	44,8 ans	44,3 ans	45,4 ans

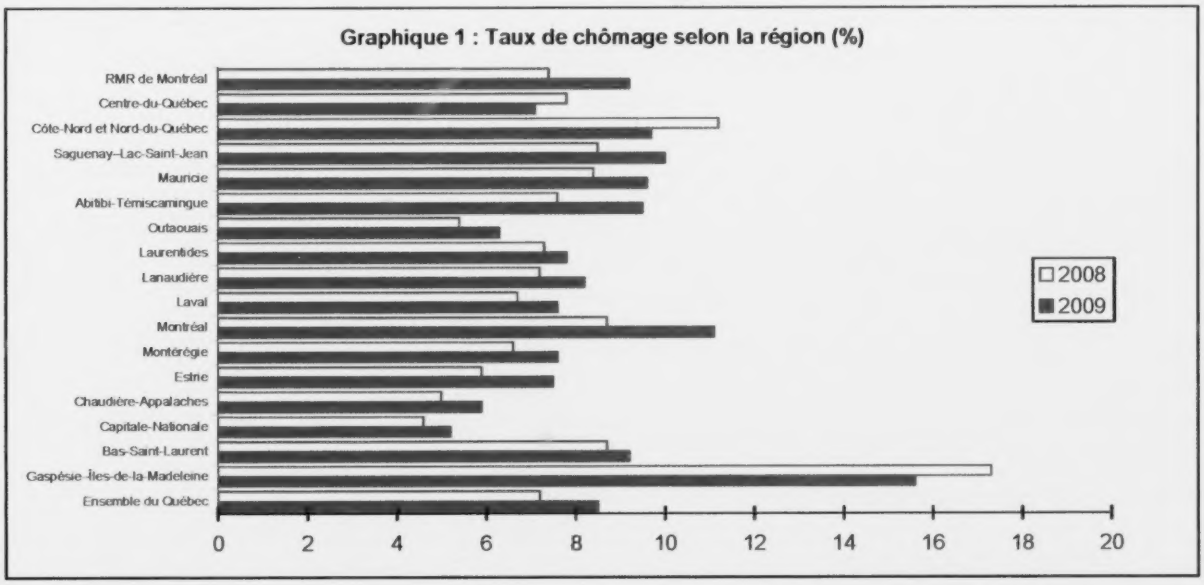
Source : Recensement de 2006, Statistique Canada. Compilations spéciales Emploi-Québec.

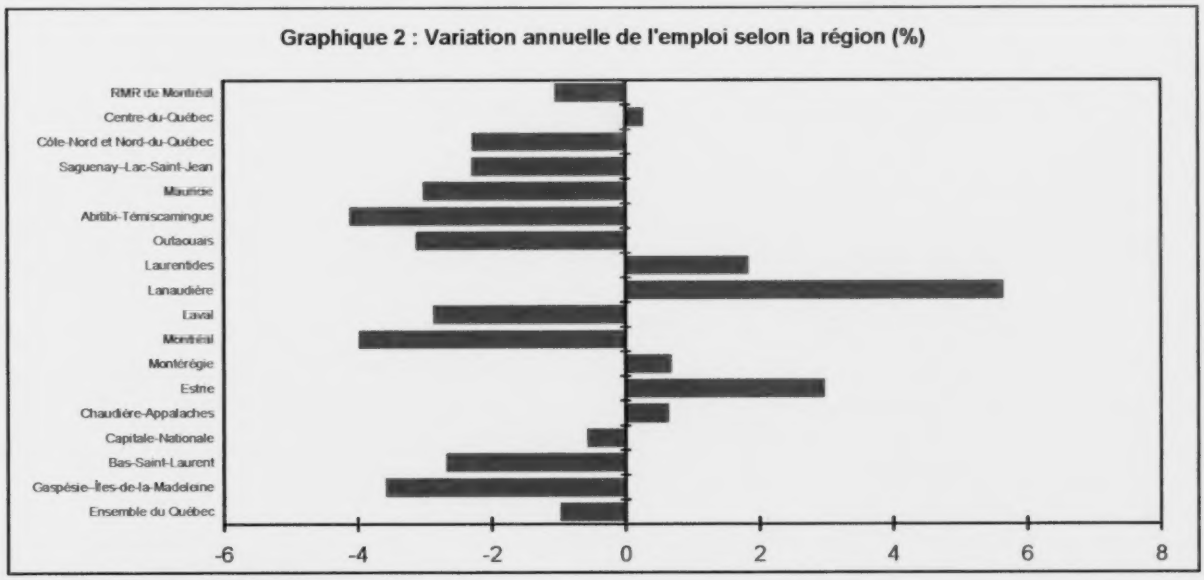
Un autre défi et non le moindre, est d'instaurer une culture de formation et d'amélioration des compétences, pour mieux préparer la population en âge de travailler à faire face aux différentes mutations du marché du travail (progrès technologiques, mondialisation des marchés, etc.).

Section 2 annuelle

Graphiques et tableaux

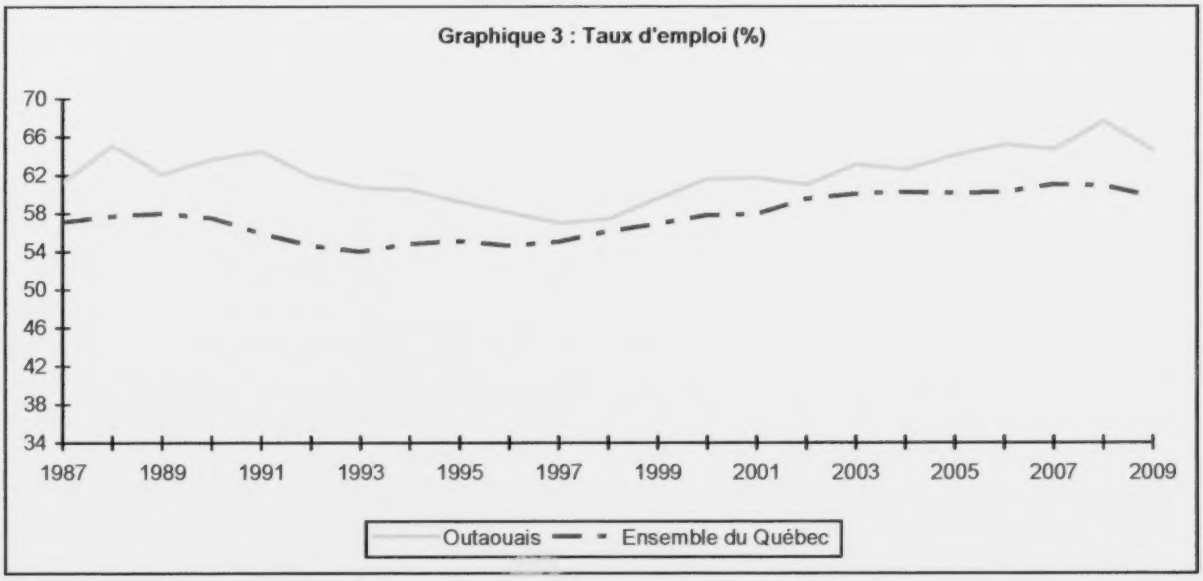
Graphiques 1 et 2
TAUX DE CHÔMAGE ET VARIATION ANNUELLE DE L'EMPLOI SELON LA RÉGION
Moyenne annuelle 2009

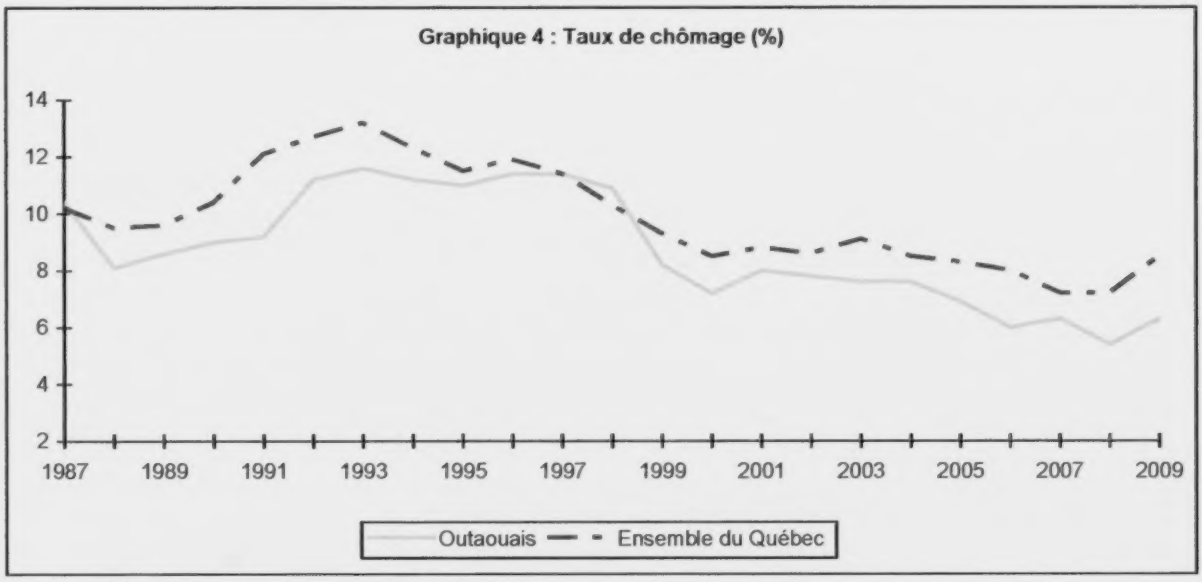




Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active.*

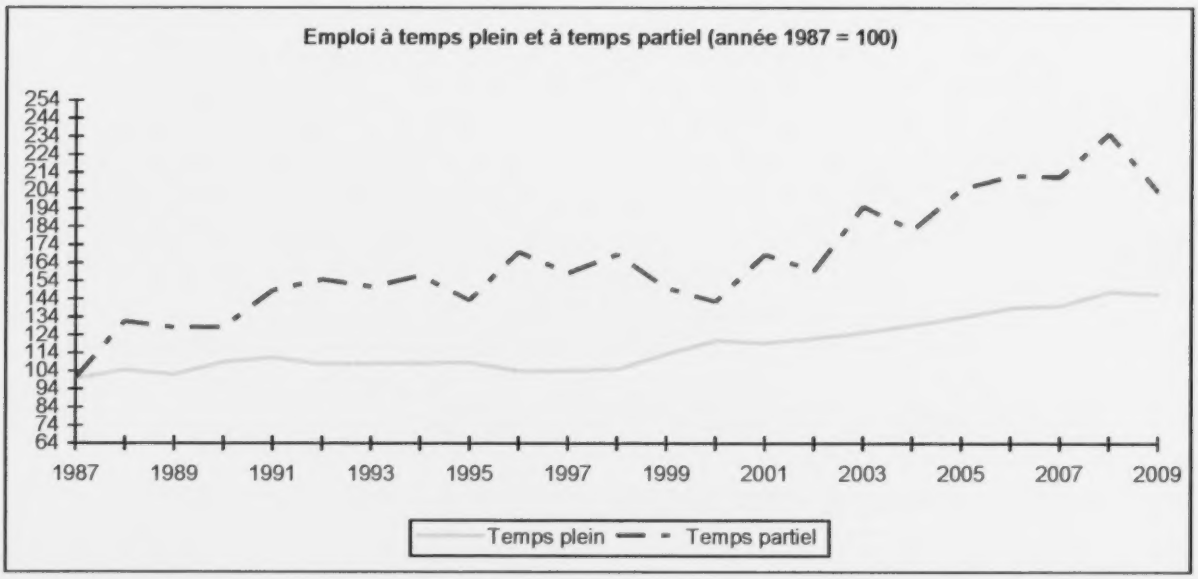
Graphiques 3 et 4
TAUX D'EMPLOI (%) ET TAUX DE CHÔMAGE (%)
Outaouais et ensemble du Québec
Moyenne annuelle 2009





Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*.

Graphique 5
EMPLOI À TEMPS PLEIN ET À TEMPS PARTIEL
Outaouais
Moyenne annuelle 2009



Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*.

Tableau 1
PRINCIPAUX INDICATEURS DU MARCHÉ DU TRAVAIL
Outaouais, Ottawa-Gatineau et ensemble du Québec
Données non désaisonnalisées

Indicateurs du marché du travail	Outaouais			Ottawa-Gtaineau			Ensemble du Québec		
	Moyenne annuelle 2009	2008	Variation %	Moyenne annuelle 2009	2008	Variation %	Moyenne annuelle 2009	2008	Variation %
Population 15 ans et plus (000)	299,3	294,8	1,5	976,4	963,1	1,4	6 437,0	6 372,1	1,0
Population active (000)	206,2	210,8	-2,2	699,5	705,8	-0,9	4 199,4	4 184,9	0,3
Emploi (000)	193,2	199,4	-3,1	660,0	671,7	-1,7	3 844,2	3 881,7	-1,0
- Temps plein (000)	163,6	165,0	-0,8	550,8	550,5	0,1	3 125,7	3 158,0	-1,0
- Temps partiel (000)	29,7	34,4	-13,7	109,2	121,2	-9,9	718,5	723,6	-0,7
Chômeurs et chômeuses (000)	13,0	11,4	14,0	39,5	34,1	15,8	355,2	303,3	17,1
Taux de chômage (%)	6,3	5,4		5,6	4,8		8,5	7,2	
Taux d'activité (%)	68,9	71,5		71,6	73,3		65,2	65,7	
Taux d'emploi (%)	64,6	67,6		67,6	69,7		59,7	60,9	
Durée du chômage (semaines)	22,1	14,7	50,3	16,6	14,5	14,5	19,0	18,0	5,6

Note : La somme des composantes n'est pas toujours égale au total en raison des données qui ont été arrondies.
Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*.

Tableau 2
COMPARAISONS INTERRÉGIONALES
QUELQUES INDICATEURS DU MARCHÉ DU TRAVAIL
Moyenne annuelle 2009
Données non désaisonnalisées

Régions économiques, régions métropolitaines et ensemble du Québec	Taux d'activité (%)	Taux de chômage (%)	Taux d'emploi (%)
RÉGIONS ÉCONOMIQUES			
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	51,5	15,6	43,4
Bas-Saint-Laurent	60,1	9,2	54,5
Capitale-Nationale	65,6	5,2	62,2
Chaudière-Appalaches	66,6	5,9	62,7
Estrie	65,3	7,5	60,4
Montérégie	67,3	7,6	62,2
Montréal	64,8	11,1	57,5
Laval	67,0	7,6	61,9
Lanaudière	67,8	8,2	62,2
Laurentides	66,7	7,8	61,5
Outaouais	**68,9**	**6,3**	**64,6**
Abitibi-Témiscamingue	62,2	9,5	56,3
Mauricie	57,2	9,6	51,7
Saguenay–Lac-Saint-Jean	59,7	10,0	53,8
Côte-Nord et Nord-du-Québec	59,2	9,7	53,4
Centre-du-Québec	66,2	7,1	61,6
RÉGIONS MÉTROPOLITAINES			
Saguenay	60,9	8,7	55,7
Québec	66,7	4,9	63,5
Trois-Rivières	60,2	8,8	54,9
Sherbrooke	64,0	6,9	59,6
Montréal	66,7	9,2	60,6
Ottawa-Gatineau	71,6	5,6	67,6
ENSEMBLE DU QUÉBEC	**65,2**	**8,5**	**59,7**

Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*.

Tableau 3
PRINCIPAUX INDICATEURS DU MARCHÉ DU TRAVAIL SELON LE SEXE ET L'ÂGE
Outaouais et ensemble du Québec

Sexes et groupes d'âge	Outaouais			Ensemble du Québec		
	Moyenne annuelle		Variation	Moyenne annuelle		Variation
	2009	2008	%	2009	2008	%
HOMMES						
Population de 15 ans et plus (000)	146,4	145,9	0,3	3 166,3	3 133,6	1,0
Population active (000)	105,0	108,6	-3,3	2 208,5	2 205,0	0,2
Emploi (000)	96,9	101,2	-4,2	1 990,2	2 025,0	-1,7
- Temps plein (000)	85,8	88,0	-2,5	1 748,4	1 783,0	-1,9
- Temps partiel (000)	11,1	13,2	-15,9	241,8	241,9	-0,0
Chômeurs (000)	8,1	7,3	11,0	218,3	180,1	21,2
Taux de chômage (%)	7,7	6,7		9,9	8,2	
Taux d'activité (%)	71,7	74,4		69,8	70,4	
Taux d'emploi (%)	66,2	69,4		62,9	64,6	
FEMMES						
Population de 15 ans et plus (000)	152,9	148,9	2,7	3 270,7	3 238,5	1,0
Population active (000)	101,3	102,2	-0,9	1 990,9	1 979,9	0,6
Emploi (000)	96,4	98,1	-1,7	1 854,0	1 856,7	-0,1
- Temps plein (000)	77,8	77,0	1,0	1 377,2	1 375,0	0,2
- Temps partiel (000)	18,6	21,2	-12,3	476,8	481,7	-1,0
Chômeuses (000)	4,9	4,1	19,5	136,9	123,2	11,1
Taux de chômage (%)	4,8	4,0		6,9	6,2	
Taux d'activité (%)	66,3	68,6		60,9	61,1	
Taux d'emploi (%)	63,0	65,9		56,7	57,3	
15-29 ANS						
Population de 15 à 29 ans (000)	69,5	75,0	-7,3	1 486,6	1 487,3	-0,0
Population active (000)	53,7	59,2	-9,3	1 085,1	1 105,1	-1,8
Emploi (000)	48,4	54,0	-10,4	952,2	993,9	-4,2
- Temps plein (000)	33,4	35,9	-7,0	626,4	659,6	-5,0
- Temps partiel (000)	14,9	18,1	-17,7	325,8	334,3	-2,5
Chômeurs et chômeuses (000)	5,3	5,2	1,9	132,9	111,1	19,6
Taux de chômage (%)	9,9	8,8		12,2	10,1	
Taux d'activité (%)	77,3	78,9		73,0	74,3	
Taux d'emploi (%)	69,6	72,0		64,1	66,8	
30 ANS ET PLUS						
Population de 30 ans et plus (000)	229,8	219,8	4,5	4 950,4	4 884,8	1,3
Population active (000)	152,6	151,6	0,7	3 114,3	3 079,8	1,1
Emploi (000)	144,8	145,4	-0,4	2 892,0	2 887,7	0,1
- Temps plein (000)	130,1	129,1	0,8	2 499,2	2 498,4	0,0
- Temps partiel (000)	14,7	16,3	-9,8	392,7	389,3	0,9
Chômeurs et chômeuses (000)	7,7	6,2	24,2	222,3	192,1	15,7
Taux de chômage (%)	5,0	4,1		7,1	6,2	
Taux d'activité (%)	66,4	69,0		62,9	63,0	
Taux d'emploi (%)	63,0	66,2		58,4	59,1	

Note : La somme des composantes n'est pas toujours égale au total en raison des données qui ont été arrondies.
Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*.

Tableau 4
EMPLOI PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ
Outaouais et ensemble du Québec

Secteurs d'activité[1]	Outaouais			Ensemble du Québec		
	Moyenne annuelle 2009 (000)	Moyenne annuelle 2008 (000)	Variation %	Moyenne annuelle 2009 (000)	Moyenne annuelle 2008 (000)	Variation %
Secteur de la production de biens	**26,3**	**28,5**	**-7,7**	**864,6**	**886,4**	**-2,5**
Agriculture	-	-	-	58,4	61,5	-5,0
Autres branches du secteur primaire	-	-	-	29,0	32,7	-11,3
Services publics	1,8	-	-	34,6	32,9	5,2
Construction	13,7	13,9	-1,4	210,5	215,8	-2,5
Fabrication	8,9	11,1	-19,8	532,2	543,6	-2,1
Secteur des services	**166,9**	**170,8**	**-2,3**	**2 979,6**	**2 995,2**	**-0,5**
Commerce	21,1	26,1	-19,2	626,3	624,6	0,3
Transports, entreposage	6,4	7,5	-14,7	169,7	186,0	-8,8
Finance, assurances, immobilier et location	7,7	8,6	-10,5	224,1	230,6	-2,8
Services professionnels, scientifiques et techniques	9,5	10,3	-7,8	274,5	265,6	3,4
Services aux entreprises, services relatifs aux bâtiments et autres services de soutien	9,6	9,1	5,5	141,7	136,9	3,5
Services d'enseignement	14,6	13,4	9,0	259,2	256,5	1,1
Soins de santé et assistance sociale	20,5	20,3	1,0	481,9	470,6	2,4
Information, culture et loisirs	7,5	9,4	-20,2	172,0	174,8	-1,6
Hébergement et services de restauration	11,6	10,8	7,4	231,1	244,7	-5,6
Autres services	8,4	7,7	9,1	175,5	175,8	-0,2
Administrations publiques	49,8	47,6	4,6	223,7	229,1	-2,4
ENSEMBLE DES SECTEURS	**193,2**	**199,4**	**-3,1**	**3 844,2**	**3 881,7**	**-1,0**

- : Donnée non disponible.

Note : La somme des composantes n'est pas toujours égale au total en raison des données qui ont été arrondies.

1 Selon le système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN).

Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*.

Tableau 5
EMPLOI SELON LE GENRE ET LE NIVEAU DE COMPÉTENCE
Outaouais et ensemble du Québec

Genre de compétence	Outaouais			Ensemble du Québec		
	Moyenne annuelle 2009 (000)	2008 (000)	Variation %	Moyenne annuelle 2009 (000)	2008 (000)	Variation %
Gestion	19,0	18,2	4,4	344,3	339,2	1,5
Affaires, finance et administration	45,3	44,3	2,3	692,7	702,4	-1,4
Sciences naturelles et appliquées et professions apparentées	16,2	16,7	-3,0	283,1	275,0	2,9
Secteur de la santé	9,4	9,6	-2,1	242,1	246,9	-1,9
Sciences sociales, enseignement, administration publique et religion	22,7	23,4	-3,0	384,8	362,5	6,2
Arts, culture, sports et loisirs	7,8	8,8	-11,4	139,9	138,2	1,2
Vente et services	40,6	45,8	-11,4	929,4	929,2	0,0
Métiers, transport et machinerie	26,5	25,2	5,2	526,5	564,4	-6,7
Prof. propres au secteur primaire	2,1	2,9	-27,6	82,6	87,3	-5,4
Transformation, fabrication et services d'utilité publique	3,6	4,4	-18,2	218,9	236,4	-7,4
ENSEMBLE DES PROFESSIONS	**193,2**	**199,4**	**-3,1**	**3 844,2**	**3 881,7**	**-1,0**
Niveau de compétence[1]						
Gestion	19,0	18,2	4,4	344,3	339,2	1,5
Professionnel	47,2	44,7	5,6	715,9	684,8	4,5
Technique	59,1	61,0	-3,1	1 274,7	1 273,7	0,1
Intermédiaire	46,0	51,0	-9,8	1 079,0	1 137,6	-5,2
Élémentaire	22,0	24,4	-9,8	430,3	446,4	-3,6

Note : La somme des composantes n'est pas toujours égale au total en raison des données qui ont été arrondies.
1 Le niveau de compétence selon la Classification nationale des professions : gestion (expérience dans le domaine visé); professionnel (généralement diplôme universitaire); technique (généralement diplôme collégial ou secondaire professionnel); intermédiaire (généralement diplôme secondaire général); élémentaire (généralement études secondaires non terminées).
Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*.

Tableau 6
EMPLOI PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ POUR L'ENSEMBLE DU QUÉBEC

Secteurs d'activité[1]	Ensemble du Québec		
	Moyenne annuelle		Variation
	2009 (000)	2008 (000)	%
Secteur de la production de biens	**864,6**	**886,4**	**-2,5**
Agriculture	58,4	61,5	-5,0
Foresterie et exploitation forestière	12,1	14,1	-14,2
Pêche, chasse et piégeage	-	-	-
Extraction minière	15,7	17,3	-9,2
Services publics	34,6	32,9	5,2
Construction	210,5	215,8	-2,5
Fabrication d'aliments, de boissons et de produits du tabac	83,5	76,6	9,0
Usines de textiles et de produits textiles	9,7	9,1	6,6
Fabrication de vêtements, de produits en cuir et analogues	20,8	26,0	-20,0
Fabrication de produits en bois	41,4	39,9	3,8
Fabrication du papier	26,3	31,1	-15,4
Impression et activités connexes de soutien	25,8	27,5	-6,2
Fabrication de produits chimiques	32,1	32,6	-1,5
Fabrication de produits en caoutchouc et en plastique	37,2	30,9	20,4
Fabrication de produits minéraux non métalliques	15,7	17,2	-8,7
Première transformation des métaux	23,8	28,5	-16,5
Fabrication de produits métalliques	41,4	45,3	-8,6
Fabrication de machines	27,1	23,0	17,8
Fabrication de produits informatiques et électroniques	18,9	21,8	-13,3
Fabrication de matériel, d'appareils et de composants électriques	15,8	17,1	-7,6
Fabrication de matériel de transport	58,2	58,7	-0,9
Fabrication de meubles et de produits connexes	30,7	33,3	-7,8
Activités diverses de fabrication[2]	23,6	24,8	-4,8
Secteur des services	**2 979,6**	**2 995,2**	**-0,5**
Commerce de gros	152,7	150,0	1,8
Commerce de détail	473,6	474,7	-0,2
Transport et entreposage	169,7	186,0	-8,8
Finance	110,1	116,3	-5,3
Sociétés d'assurance, fonds et autres instruments financiers	60,7	57,4	5,7
Services immobiliers	41,3	37,5	10,1
Services de location et de location à bail	12,1	19,4	-37,6
Services professionnels, scientifiques et techniques	274,5	265,6	3,4
Services aux entreprises, services relatifs aux bâtiments et autres services de soutien	141,7	136,9	3,5
Services d'enseignement	259,2	256,5	1,1
Soins de santé et assistance sociale	481,9	470,6	2,4
Information, culture et loisirs	172,0	174,8	-1,6
Hébergement et restauration	231,1	244,7	-5,6
Autres services	175,4	175,8	-0,2
Administration fédérale (incluant la défense)	83,6	82,3	1,6
Administrations publiques provinciales et territoriales	73,4	78,7	-6,7
Administrations publiques locales, municipales, régionales et autres	66,7	68,1	-2,1
ENSEMBLE DES SECTEURS	**3 844,2**	**3 881,7**	**-1,0**

- : Donnée non disponible.

Note : La somme des composantes n'est pas toujours égale au total en raison des données qui ont été arrondies.

1 Selon le système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN).

2 L'industrie de la fabrication de produits du pétrole et du charbon est incluse dans cette industrie.

Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*.

Tableau 7A
PRESTATAIRES DE L'ASSURANCE-EMPLOI[1]
SELON LES RÉGIONS ÉCONOMIQUES ET L'ENSEMBLE DU QUÉBEC

Régions économiques et ensemble du Québec	Année 2009	Année 2008	Variation %	Taux de prestation[2] Année 2009
RÉGIONS ÉCONOMIQUES				
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	14 641	14 107	3,8	22,8
Bas-Saint-Laurent	16 264	14 574	11,6	11,9
Capitale-Nationale	22 646	18 135	24,9	4,9
Chaudière-Appalaches	20 802	15 399	35,1	7,7
Estrie	16 998	11 068	53,6	8,4
Montérégie	52 111	35 763	45,7	5,5
Montréal	50 180	34 893	43,8	3,9
Laval	11 174	7 586	47,3	4,5
Lanaudière	20 448	15 363	33,1	6,8
Laurentides	23 785	18 111	31,3	6,7
Outaouais	**9 622**	**7 691**	**25,1**	**4,0**
Abitibi-Témiscamingue	9 948	8 514	16,8	10,0
Mauricie	15 422	12 933	19,2	8,8
Saguenay–Lac-Saint-Jean	21 561	18 875	14,2	11,4
Côte-Nord	8 625	8 138	6,0	12,8
Nord-du-Québec	1 930	1 606	20,2	7,4
Centre-du-Québec	16 366	10 716	52,7	10,8
ZME[3] de Montréal	113 062	78 518	44,0	4,6
ENSEMBLE DU QUÉBEC	**332 521**	**253 471**	**31,2**	**6,4**

1 Prestataires de l'assurance-emploi actifs et aptes au travail.
2 Le taux de prestataires correspond au nombre de prestataires divisé par le nombre de personnes âgées de 15 à 64 ans (recensement 2006).
3 La ZME ou zone métropolitaine de l'emploi est formée de la somme des territoires des 47 centres locaux d'emploi de la RMR de Montréal et correspond presque au territoire de la RMR.
Source : Ressources humaines et Développement social Canada.

Tableau 7B
PRESTATAIRES DE L'ASSURANCE-EMPLOI[1]
SELON LES CENTRES LOCAUX D'EMPLOI

Centres locaux d'emploi	Année 2009	Année 2008	Variation %	Taux de prestation[2] Année 2009
Gatineau	2 788	2 188	27,4	3,1
Hull	1 296	1 001	29,5	2,4
Aylmer	1 008	776	29,9	2,6
Buckingham	1 006	764	31,7	4,7
Papineauville	1 001	783	27,8	7,9
Maniwaki	1 721	1 540	11,8	12,3
Campbell's Bay	802	639	25,5	8,3
Outaouais	**9 622**	**7 691**	**25,1**	**4,0**
ENSEMBLE DU QUÉBEC	**332 521**	**253 471**	**31,2**	**6,4**

1 Prestataires de l'assurance-emploi actifs et aptes au travail.
2 Le taux de prestataires correspond au nombre de prestataires divisé par le nombre de personnes âgées de 15 à 64 ans (recensement 2006).
Source : Ressources humaines et Développement social Canada.

Tableau 8A
PRESTATAIRES DE L'AIDE FINANCIÈRE DE DERNIER RECOURS[1]
SELON LES RÉGIONS ÉCONOMIQUES ET L'ENSEMBLE DU QUÉBEC

Régions économiques et ensemble du Québec	Année 2009	Année 2008	Variation %	Taux de prestation[2] Année 2009
RÉGIONS ÉCONOMIQUES				
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	1 886	2 078	-9,2	2,9
Bas-Saint-Laurent	2 548	2 780	-8,3	1,9
Capitale-Nationale	7 644	8 277	-7,7	1,7
Chaudière-Appalaches	3 327	3 366	-1,2	1,2
Estrie	5 507	5 333	3,3	2,7
Centre-du-Québec	3 961	3 846	3,0	2,6
Montérégie	17 955	17 304	3,8	1,9
Montréal	59 155	57 838	2,3	4,6
Laval	4 238	3 970	6,7	1,7
Lanaudière	6 263	6 094	2,8	2,1
Laurentides	7 038	6 859	2,6	2,0
Outaouais	**5 577**	**5 735**	**-2,8**	**2,3**
Abitibi-Témiscamingue	2 061	2 179	-5,4	2,1
Mauricie	6 193	6 392	-3,1	3,5
Saguenay–Lac-Saint-Jean	4 613	4 848	-4,8	2,4
Côte-Nord	1 185	1 296	-8,5	1,8
Nord-du-Québec	490	542	-9,6	1,9
ZME[3] de Montréal	77 840	75 627	2,9	3,2
ENSEMBLE DU QUÉBEC	**140 787**	**139 869**	**0,7**	**2,7**

1 Adultes sans contraintes à l'emploi (SAN).
SAN= Ancien SAN - conjoints sans contraintes sévères à l'emploi.
Depuis janvier 2007 les programmes d'aide financière de dernier recours ont remplacé le Programme d'assistance-emploi.
2 Le taux de prestataires correspond au nombre de prestataires divisé par le nombre de personnes âgées de 15 à 64 ans (recensement 2006).
3 La ZME ou zone métropolitaine d'emploi est formée de la somme des territoires des 47 centres locaux d'emploi de la RMR de Montréal et correspond presque au territoire de la RMR.
Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale.

Tableau 8B
PRESTATAIRES DE L'AIDE FINANCIÈRE DE DERNIER RECOURS[1]
SELON LES CENTRES LOCAUX D'EMPLOI ET L'ENSEMBLE DU QUÉBEC

Centres locaux d'emploi	Année 2009	Année 2008	Variation %	Taux de prestation[2] Année 2009
Gatineau	1 695	1 734	-2,3	1,9
Hull	1 695	1 799	-5,8	3,1
Aylmer	461	460	0,3	1,2
Buckingham	411	453	-9,3	1,9
Papineauville	408	421	-3,3	3,2
Maniwaki	606	581	4,4	4,3
Campbell's Bay	302	287	5,2	3,1
Outaouais	**5 577**	**5 735**	**-2,8**	**2,3**
ENSEMBLE DU QUÉBEC	**140 787**	**139 869**	**0,7**	**2,7**

1 Adultes sans contraintes à l'emploi (SAN).
SAN= Ancien SAN - conjoints sans contraintes sévères à l'emploi.
Depuis janvier 2007 les programmes d'aide financière de dernier recours ont remplacé le Programme d'assistance-emploi.
2 Le taux de prestataires correspond au nombre de prestataires divisé par le nombre de personnes âgées de 15 à 64 ans (recensement 2006).
Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale.

Tableau 9
PRINCIPAUX PROJETS D'INVESTISSEMENT EN COURS OU ANNONCÉS
Outaouais
Bilan annuel 2009

Secteur d'activité **Nom de l'entreprise** **(localité)**	**Montant approximatif de l'investissement** (millions $)	**Remarques**
Gouvernement du Canada (Gatineau)	52	Pont Alexandra : les travaux permettront de renforcer les piliers et d'augmenter leur capacité séismique, de remplacer le tablier en béton de la voie centrale, de même que le trottoir de bois et les garde-fous. Les travaux seront réalisés de 2009 à 2011 au coût de 52 millions de dollars.
Gouvernement du Canada (Gatineau)	3	Les rénovations consisteront notamment à remplacer les installations de conditionnement d'air et les systèmes électriques et à installer de meilleurs « humidostats » dans les édifices de Bibliothèque et Archives Canada à Gatineau. Ces travaux de 3 millions de dollars seront réalisés de 2009 à 2011.
Brigil Construction inc. (Gatineau)	1 000	"Ambassade Champlain" ce projet qui débutera cet été, se veut un village urbain d'une superficie d'une centaine d'acres. Le tout sera complété entre 2019 et 2023. Au menu : 2 500 unités de logements divers dont des résidences pour aînés autonomes, quatre tours de condos sur 15 étages et des maisons jardins. De plus, il est prévu un volet commercial avec 100 000 pieds carrés réservés pour des bureaux, des boutiques, des bistros, des bars et des cafés, le tout à une échelle plus humaine, comme les anciennes rues Principales. L'investissement total sera de 1 milliard de dollars.
Institut québécois d'aménagement de la forêt feuillue (UQO) (Ripon)	3,1	Cet institut sera un atout pour la région et les entreprises forestières, car elle permettra de ressortir les meilleures pratiques de gestion et de conservation de la forêt. Le nouvel institut sera un mini-campus de l'UQO à Ripon dans la MRC de Papineau et permettra de faire passer le nombre d'employés de 15 à 30.
Les Viandes de la Petite-Nation Saint-André-Avellin	0,6	L'entreprise de transformation alimentaire de Saint-André-Avellin (MRC Papineau) souhaite augmenter sa production et améliorer sa productivité. Ajout de 50 postes permanents d'ici 2010.

Source : Emploi-Québec Outaouais.

Annexe

Liste des centres locaux d'emploi (CLE)
Outaouais

Aylmer
420, boulevard Wilfrid-Lavigne, unité 6
Gatineau (Québec) J9H 6W7
819 682-0362
1 800 567-9678

Campbell's Bay
1290, route 148
Campbell's Bay (Québec) J0X 1K0
819 648-2132
1 800 567-9685

Papineauville
365, rue Papineau
Papineauville (Québec) J0V 1R0
819 427-6878
1 877 639-0739

Gatineau
456, boulevard de l'hôpital, bureau 300
Gatineau (Québec) J8T 8P1
819 568-6500
1 866 349-2758

Hull
170, rue de l'hôtel de ville, 9e étage
Gatineau (Québec) J8X 4C2
819 772-3502

Maniwaki
100, rue Principale Sud, bureau 240
Maniwaki (Québec) J9E 3L4
819 449-4284
1 800 567-9209

Buckingham
154, rue Maclaren Est
Gatineau (Québec) J8L 1K4
819 986-8596
1 800 567-9694